

Zoom sur ...

[... sur le rapport 2019 de la CNUCED sur les investissements directs étrangers \(IDE\)](#)

❖ Tendances et perspectives mondiales

Les flux mondiaux des IDE ont chuté de 13% pour s'établir à 1 297 Mds USD, suivant ainsi la tendance baissière de ces 3 dernières années (1497 Mds USD en 2017). Cette baisse est en grande partie liée au rapatriement de devises par des multinationales américaines lors des deux premiers trimestres de 2018 suite à une réforme fiscale de fin 2017 encourageant les entreprises américaines à ramener leur trésorerie stockée à l'étranger. Au total, 665 Mds USD ont été rapatriés en 2018, soit quatre fois plus qu'en 2017.

Les flux entrants des IDE dans **les économies avancées ont connu la plus importante baisse depuis 2004 (-27% à 557 Mds USD)**. Toutefois, les flux entrants des IDE dans **les économies en développement sont restés relativement stables (+2% à 706 Mds USD)**.

A l'échelle des continents, l'Europe a connu la baisse la plus importante (-55% à 172 Mds USD), suivie par l'Amérique latine et Caraïbes (-6% à 147 Mds USD) et par l'Amérique du Nord avec les Etats-Unis et le Canada (-4% à 291 Mds USD). Par contre, l'Afrique (+11% à 46 Mds USD) et l'Asie (+4% à 512 Mds USD) ont vu leur flux entrants des IDE s'accroître en 2018.

❖ Evolution des politiques d'investissement et focus sur les zones économiques spéciales

De nombreux pays ont pris des mesures pour attirer les IDE. En 2018, 55 pays ont adopté au moins 112 mesures relatives aux IDE, dont 66% étaient favorables aux investisseurs étrangers et 34% étaient des mesures restrictives.

Le rapport fait également un focus sur le déploiement des zones économiques spéciales (ZES). Il y a **près de 5 400 ZES dans 147 pays aujourd'hui, contre 4 000 environ il y a cinq ans, et plus de 500 nouvelles ZES sont en préparation**. L'expansion de ces ZES fait partie de la nouvelle vague de politiques industrielles en réponse à la concurrence croissante pour attirer ces flux internationaux des capitaux.

❖ Hausse globale des IDE en Afrique mais de fortes disparités régionales

Globalement, **les flux entrants des IDE en Afrique ont augmenté de 11% pour s'établir à 46 Mds USD**, tirés notamment par la hausse des IDE dans l'exploration des ressources naturelles. Cependant, cette hausse globale cache des disparités inter-régionales : Pendant que les flux entrants des IDE ont progressé de 7% en Afrique du Nord pour s'établir à 14 Mds USD et de 556% en Afrique australe, tirée par la forte reprise des flux vers l'Afrique du Sud (5,3 Mds USD) et de moindres désinvestissements en Angola (-5,7 Mds USD), pour s'établir à 4,2 Mds USD en 2018, **les flux des IDE ont baissé de 15% en Afrique de l'Ouest pour s'établir à 9,6 Mds USD**, soit le plus faible niveau en termes d'IDE reçus depuis 2006, due en grande partie à la baisse des flux vers le Nigéria pour la seconde année consécutive. Les flux restent stables en Afrique de l'Est et en Afrique centrale, respectivement, à 9 Mds USD et 8,8 Mds USD.

❖ Focus sur les IDE en Afrique de l'Ouest

Les flux entrants des IDE ont décliné de 15% en Afrique de l'Ouest. Cette baisse est due en grande partie à la **baisse de 43% enregistrée au Nigéria (2 Mds USD) ; le Ghana devient le premier récipiendaire d'IDE dans la zone (près de 3 Mds USD)**. D'autres pays accusent des reculs comme la Mauritanie (-88% à 71 M USD) ou encore le Mali (-35% à 366 M USD). En Côte d'Ivoire, le flux a légèrement diminué à 913 M USD, un volume 3 fois inférieur à celui du Ghana. Toutefois, d'autres pays de la zone ont vu leurs flux s'accroître à l'instar du Burkina Faso (+15900 à 480 M USD), le Niger (+36% à 460 M USD) ou le Sénégal (+7% à 629 M USD). En termes de stock des IDE, **l'Afrique de l'Ouest totalise un montant global de 194,6 Mds USD à fin 2018**, dont plus de la moitié revient au **Nigéria (51% soit 99,7 Mds USD)**, suivi du **Ghana (19%, 36,1 Mds USD)** et la **Côte d'Ivoire (5%, 10,2 Mds USD)**.

| | Stock d'IDE entrants en M USD | | Flux d'IDE entrants en M USD | | Var stock 2010/2018 | Var flux 2017/2018 |
|--------------------|-------------------------------|---------|------------------------------|--------|---------------------|--------------------|
| | 2010 | 2018 | 2017 | 2018 | | |
| Bénin | 604 | 2 257 | 200 | 208 | 274% | 4% |
| Burkina Faso | 354 | 2 707 | 3 | 480 | 665% | 15900% |
| Cap Vert | 1 252 | 1 989 | 111 | 100 | 59% | -10% |
| Côte d'Ivoire | 6 978 | 10 234 | 973 | 913 | 47% | -6% |
| Gambie | 323 | 407 | 18 | 29 | 26% | 61% |
| Guinée | 486 | 4 797 | 577 | 483 | 887% | -16% |
| Guinée-Bissau | 63 | 199 | 16 | 17 | 216% | 6% |
| Mali | 1 964 | 4 464 | 562 | 366 | 127% | -35% |
| Mauritanie | 2 372 | 7 408 | 587 | 71 | 212% | -88% |
| Niger | 2 251 | 6 534 | 338 | 460 | 190% | 36% |
| Sénégal | 1 699 | 5 304 | 587 | 629 | 212% | 7% |
| Togo | 565 | 1 790 | 88 | 102 | 217% | 16% |
| Afrique de l'Ouest | 100 005 | 194 605 | 11 194 | 9 565 | 95% | -15% |
| Afrique | 613 557 | 894 678 | 41 390 | 45 902 | 46% | 11% |

Assemblée annuelle 2019 du groupe de la BAfD à Malabo

[Les Assemblées annuelles 2019 des Conseils des gouverneurs de la Banque africaine de développement \(BAfD\) et du Fonds africain de développement \(FAD\) se tiennent depuis ce 11 juin](#) à Malabo (Guinée équatoriale) et prendront fin le 14 juin prochain. Environ 3 000 participants (ministres des Finances, gouverneurs de banque centrale, décideurs, organisations de la société civile, dirigeants d'organisation internationale...) prennent part à cette assemblée. Cette année, l'accent sera mis sur le thème de « l'intégration régionale pour la prospérité économique de l'Afrique », l'un des 5 domaines d'intervention de la banque, à savoir, (i) éclairer l'Afrique, (ii) nourrir l'Afrique, (iii) industrialiser l'Afrique, (iv) intégrer l'Afrique et (v) améliorer la qualité de vie des populations africaines. Pour rappel, le continent compte un milliard d'habitants et un PIB consolidé de plus de 3 400 Mds USD. Un tel marché pourrait créer d'énormes opportunités pour les producteurs du continent. Pour réaliser ce potentiel, les gouvernements africains et les communautés économiques régionales doivent coopérer afin de faciliter le transfert transfrontalier des biens, des services, des personnes, de l'argent, de l'énergie et du savoir. Toutefois, le continent est sur une bonne lancée en termes d'intégration régionale avec l'entrée en vigueur le 30 mai dernier de la ZLECAf qui vise la réduction des tarifs douaniers pour 90% des produits et la mise en place d'un marché libéralisé des services entre les 55 États membres de l'Union Africaine.

Communiqué de presse de la réunion du Comité de politique monétaire de la BCEAO du 12 juin 2019 : maintien des taux directeurs

Selon le communiqué de la BCEAO, la situation économique de la zone a évolué de la manière suivante : (i) les cours des produits exportés par les pays de l'Union ont connu des évolutions contrastées sur les trois premiers mois de l'année 2019 - caoutchouc (+8,2%), or (+6,1%), cacao (+3,1%), noix de cajou (-7,0%), café robusta (-5,4%), coton (-5,1%) et l'huile de palmiste (-4,8%) ; (ii) la croissance est projetée à 6,7% en 2019 contre 6,5% en 2018 ; (iii) le déficit budgétaire des Etats de l'Union est projeté à 2,9% du PIB en 2019 après 3,7% en 2018 ; (iv) le niveau des réserves assure 4,9 mois d'importations de biens et services contre 4,7 mois à fin décembre 2018 ; (v) le taux d'intérêt moyen trimestriel s'est situé à 4,5% contre 3,4% le trimestre précédent ; (vi) le taux d'inflation s'est situé à 0,1%, après 0,9% un trimestre plus tôt. Sur la base de ces analyses, le Comité de politique monétaire a décidé de maintenir inchangés le taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations d'appels d'offres d'injection de liquidité à 2,5% et le taux d'intérêt du guichet de prêt marginal à 4,5%. Le coefficient de réserves obligatoires applicable aux banques de l'Union demeure fixé à 3%.

BENIN

Construction à venir de 4 centrales solaires d'une puissance totale de 50 MW

Le conseil des ministres a autorisé la mise en place d'une commission ad hoc pour la conduite du processus de sélection des producteurs indépendants d'électricité qui devront assurer la fourniture-installation de 4 centrales : Bohicon (15 MW), Parakou (15 MW), Djougou (10 MW) et Natitingou (10 MW). Ce programme de construction, qui intervient dans le cadre du Programme Millenium Challenge Account II (subvention américaine de 375 MUSD dédiée au secteur de l'électricité + contrepartie béninoise de 28 MUSD), sera exécuté au travers de PPP.

BURKINA FASO

Point sur l'exécution des dépenses en capital de l'Etat au 1^{er} trimestre 2019

A fin mars 2019, les dépenses d'investissement de l'Etat burkinabé ont représenté 92,7 Mds FCFA (141 M EUR) sur une prévision annuelle de 628 Mds FCFA (958 M EUR), soit un taux d'exécution de 14,7%. Les dépenses d'investissement comprennent, d'une part, les investissements sur ressources propres de l'Etat exécutées à 39 Mds FCFA (59 M EUR), soit un taux de réalisation de 11,7% et, d'autre part, les investissements sur financements extérieurs exécutées à 18,2% à 53,7 Mds FCFA (M EUR).

La transformation du coton burkinabé attire les grands groupes

Le groupe japonais Marubeni prospecterait en vue d'installer une usine de filature au Burkina Faso. Un mémorandum d'entente avait été signé avec l'ingénierie japonaise en mai 2018 pour l'installation d'une usine à Koudougou. Les autres partenaires annoncés par le ministère burkinabé du Commerce, de l'industrie et de l'artisanat sur la filière de la transformation du coton sont le groupe chinois Orient International pour l'implantation d'un parc industriel textile à Bobo-Dioulasso. Un protocole d'entente a également été signé entre l'État et le groupe suisse IMC aux fins de réaliser un pôle industriel textile à Bobo. De plus, le groupe indien Jain Shawls a été désigné pour la reprise et la réouverture de l'ex-usine Faso Fani à Koudougou. Enfin, un projet visant la transformation du coton burkinabé par le groupe chinois Sinolight et la société Natural Resources International Investment Group-Burkina Faso serait à l'examen.

Bilan des banques au 1^{er} trimestre 2019

Fin mars 2019, les 14 banques au Burkina Faso affichaient un total bilan de 5,3 Mds FCFA (8 M EUR), soit une hausse de 6% par rapport à fin février. Une bonne santé financière qui contraste avec la baisse des deux mois précédents. L'activité est tirée par un trio de tête qui regroupe 40% du total bilan : Coris Bank International (CBI) qui détient 19% de ce total, suivie par BOA (16%) et Ecobank (15%). La SGBF arrive au 4^{ème} rang (12%) avec un total bilan de 623,7 Mds FCFA (950 M EUR). Au 1^{er} trimestre 2019, 4 banques ont rassemblé 60% du marché total des prêts interbancaires : CBI (18%), Ecobank (17%), BOA et BADF (13% chacune) des parts de marché. Le montant total des crédits a augmenté de 3,7% de février à mars. La majorité des crédits octroyés proviennent de 3 banques que sont la CBI (19%), la BOA (18%) et la SGBF (16%) qui détiennent 53% des parts de marché. Le montant total des dépôts est passé de 2,5% à 5,3% et, à ce niveau, Ecobank arrive en tête avec 19% des parts. En mars 2019, le taux de croissance des placements sur le marché des capitaux a ralenti pour se situer à 0,4% : le leader sur le marché des titres est CBI avec 21% des parts de marché, suivi d'Ecobank (19%).

Agrément du nouvel ambassadeur de France au Burkina Faso

Le Conseil des ministres du 6 juin 2019 a adopté la demande d'agrément pour la nomination de M. Luc Hallade en qualité d'Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République française auprès du Burkina Faso avec résidence à Ouagadougou. Luc Hallade est né le 8 mai 1957 à Bichancourt dans le département de l'Aisne. Il a exercé des fonctions d'ambassadeur de France en Union des Comores en 2008, puis en République démocratique du Congo en 2011. Après l'achèvement de sa mission à Kinshasa en juillet 2015, il a été nommé ambassadeur délégué à la coopération régionale dans la zone de l'Océan Indien.

CAP-VERT

Appui budgétaire de 40 M USD et prêt d'aide à la gestion des risques de catastrophe de 10 M USD de la Banque mondiale

[La Banque mondiale reprend son appui budgétaire au Cap-Vert avec une aide de 40 M USD.](#) L'appui budgétaire de la banque avait été suspendu ces deux dernières années, en attendant l'achèvement du processus de privatisation de la compagnie aérienne nationale (TACV). La Banque mondiale finance également la création d'un fonds de réponse aux catastrophes, via un prêt de 10 M USD pour mettre en œuvre une politique de gestion des risques de catastrophe, avec une option de décaissement différé.

COTE D'IVOIRE

Premières mesures de l'union avec le Ghana sur le secteur cacao

La Côte d'Ivoire et le Ghana, qui représentent à eux deux plus de 60% de production mondiale de cacao, se sont accordés sur un prix minimum d'achat de la fève pour la prochaine campagne principale 2019/20, qui démarre début octobre dans les deux pays. Cet accord historique survient alors que le Conseil du Café Cacao ivoirien (CCC) et le Cocobod ghanéen avaient déjà annoncé le 5 juin leur décision de geler les ventes de fèves pour la campagne 2019/2020 face à la chute du cours de la matière première et aux prévisions de perturbations climatiques cette saison. Les principaux acteurs du marché (Barry, Olam, Cargill, Cémoi, Sucden et Touton) ont accepté ce prix

plancher, fixé à 2 600 USD la tonne (2 300 EUR). Celui-ci devrait garantir aux producteurs un doublement de leur revenu par rapport à la campagne 2018/2019, lors de laquelle le prix bord champs s'élevait à 750 FCFA le kilo (1,15 EUR). Les deux pays producteurs ont poursuivi leur stratégie en annonçant également suspendre les ventes pour la campagne 2020/2021 jusqu'à ce que le prix minimum entre en vigueur. La viabilité de cette stratégie est cependant discutabile au vu des difficultés de stockage des fèves et de la croissance de la production dans d'autres pays comme la Guinée, le Cameroun ou encore l'Equateur. A ce jour 1,3 million de tonnes de fèves ont été vendues aux opérateurs sur les 2,2 millions de tonnes attendues pour la campagne 2019/2020. Rappelons que suite aux défauts de contrats de nombreux opérateurs lors des campagnes précédentes, le CCC a vendu 80% des contrats à l'export aux entreprises multinationales.

Création prochaine d'un fonds de 20 Mds FCFA en faveur de l'entrepreneuriat dans le pays

[Le secrétaire d'Etat auprès du ministre du Commerce, de l'Industrie et de la Promotion des Petites et Moyennes Entreprises \(PME\), Félix Miézan Anoblé, a annoncé, le 6 juin dernier, la création d'un fonds de soutien de 20 Mds FCFA \(30,5 M EUR\) aux entrepreneurs.](#) Ce fonds, a expliqué le secrétaire d'Etat, va permettre à l'Etat de Côte d'Ivoire d'accompagner les microentreprises en termes de prêts et d'équipements. L'objectif visé est de permettre à la jeunesse ivoirienne d'être équipée et encadrée pour créer des entreprises, afin de créer de la richesse et surtout de l'emploi. Pour rappel, la Banque africaine de développement avait estimé en mars 2018 la part cumulé des emplois vulnérables et des chômeurs dans la population active en Côte d'Ivoire entre 70 et 90%. Même si ces chiffres sont contestés par le gouvernement ivoirien, il est évident que l'employabilité des jeunes reste une question majeure pour le pouvoir en place.

Opérationnalisation du programme de Vérification de la conformité (VOC) à partir du 1^{er} juillet 2019

Mis en place en septembre 2017, le programme de Vérification de conformité (VOC) des marchandises avant embarquement à destination de la Côte d'Ivoire vise à faciliter les échanges, réduire l'importation sur le territoire de produits ne répondant pas aux normes et spécifications techniques du pays, améliorer la sécurité de la population et la qualité des marchandises importées en Côte d'Ivoire. Le programme VOC est une suite logique du Programme de Vérification à l'importation (PVI) qui a pris fin en 2013. La phase pilote de ce programme prendra fin le 30 juin prochain, et fera place à la phase opérationnelle à partir du 1^{er} juillet 2019. La liste des produits concernés et d'autres informations sur les procédures sont disponibles au lien www.commerce.gouv.ci.

Changement de concessionnaire du guichet unique du commerce extérieur

Le contrat de concession du guichet unique du commerce extérieur (GUS) entre l'état ivoirien et la société Webb Fontaine arrivera à terme le 30 juin. C'est donc, en conseil des ministres, qu'un nouveau concessionnaire a été désigné, c'est la société GUS-Côte d'Ivoire avec une participation financière de l'Etat à 70% du capital qui s'occupera de la gestion, de l'exploitation et du développement du GUS à partir du 1^{er} juillet 2019.

Ouverture d'un atelier sur le Contenu Local dans les activités pétrolières et gazières

A l'initiative du ministère du Pétrole, de l'Energie et des Energies Renouvelables, un atelier de quatre jours s'est ouvert à Grand Bassam. L'objectif est de définir un nouveau cadre législatif et réglementaire relatif au contenu local dans les activités pétrolières et gazières. Des stratégies et politiques doivent être définies à cette occasion afin de favoriser la participation de la main d'œuvre, des biens et des entreprises locales. Les acteurs privés et publics seront entendu sur ce projet de loi afin de s'approcher au mieux de la réalité et de l'environnement du pays.

La BAfD financera le renforcement des capacités de production électriques en Côte d'Ivoire

La Banque Africaine de Développement a annoncé l'octroi de deux prêts à l'État de Côte d'Ivoire dans le secteur de l'énergie. Le premier de 100 M EUR vise à construire une centrale thermique à cycle combiné à Taboth d'une capacité de 390 MW et le second de 50 M EUR est destiné à étendre la centrale thermique d'Azito vers sa phase V (capacité de 253 MW). Le renforcement des capacités de production électriques du réseau ivoirien doit permettre de répondre à une demande croissante des pays voisins de la sous-région.

Tenue d'un séminaire sur la politique de la ville en Côte d'Ivoire

Organisé sous l'égide du ministère ivoirien de la Ville, un séminaire portant sur la formulation de la politique de la ville s'est ouvert le mercredi 12 juin 2019. Alors que le taux d'urbanisation de la Côte d'Ivoire devrait passer à 60% en 2030, contre 50% aujourd'hui, cet événement participait à faire dialoguer les décideurs sectoriels de la ville durable. Les interventions de Mme Michèle Sabban, administratrice du Fonds mondial pour le développement des villes, de M. Strauss-Kahn, ancien directeur du Fonds Monétaire International et de M. Andriamampianina, secrétaire général adjoint du Sommet Afrique-France 2020, ont rythmé les débats pendant 3 jours.

GAMBIE

Subvention de 30 M USD de la Banque mondiale pour un projet de sécurité sociale

[La Banque mondiale a signé avec le ministre des Finances et des Affaires économiques un projet de protection sociale à destination de 20 quartiers de ménages très pauvres](#), soutenu par un don de 30 M USD. Le projet sera mis en œuvre par l'Agence nationale pour la nutrition (NANA), le Département du Développement communautaire et le Département de la Protection sociale. Le projet comprendra notamment la mise en place d'une base de données sur les indicateurs sociaux des ménages et une plateforme pour la coordination des programmes en matière de sécurité sociale.

GUINEE

Lancement d'un troisième emprunt obligataire

A travers la direction nationale de la dette et de l'aide publique au développement, le ministère de l'Economie et des Finances a autorisé l'émission d'un emprunt obligataire d'un montant total de 1 600 Mds GNF (environ 160 M EUR). Le ministre de l'Economie et des Finances a procédé, le 10 juin 2019, au lancement officiel du premier tirage de 800 Mds GNF (80 M EUR) en présence du ministre des Travaux publics, du Vice-gouverneur de la Banque centrale et des directeurs de banques commerciales. Il s'agit de la 3^{ème} émission obligataire de ce type du pays et les ressources mobilisées serviront à la construction des routes et à l'assainissement. La BICIGUI (groupe BNP PARIBAS) et AFRILAND FIRST BANK (banque camerounaise) sont chargées de piloter cette opération avec la souscription de trois autres banques, la Société Générale Guinée, Ecobank Guinée et Orabank Guinée.

Un soutien financier de 460 M USD de la SFI et de MIGA (groupe Banque mondiale) au profit du secteur minier

[Dans un communiqué du 28 mai dernier, les deux entités du groupe de la BM, la Société financière internationale \(SFI\) et l'Agence multilatérale de garantie des investissements \(MIGA\), ont annoncé un soutien financier de 460 M USD pour le développement du projet de bauxite de la société Guinea Alumina Corporation \(GAC\) ainsi que des infrastructures ferroviaires et portuaires associées. La SFI accorde un prêt d'un montant total de 330 M USD et la MIGA octroie une garantie de risque d'un montant maximal de 129 M USD. Ce projet d'un montant global de près de 1,4 Md USD est porté par une filiale d'Emirates Global Aluminium. Le projet permettra l'exploitation d'une mine de bauxite qui présente une capacité évaluée à 12 millions de tonnes par an. Le projet prévoit également d'étendre l'infrastructure ferroviaire le long du corridor Sangarédi-Kamsar et de construire un nouveau terminal portuaire à Kamsar. A terme, le projet devrait générer 9 800 emplois et 50 M USD de recettes budgétaires par an. Pour rappel, la GAC vient d'entrer à la bourse de Sous-traitance et des partenariats \(BSTP\) de Guinée.](#)

Un forum sur les énergies renouvelable organisé en marge d'un conseil d'administration de l'Initiative africaine sur les énergies renouvelables (IAER) à Conakry

Le Président Alpha Condé et son homologue tchadien Idriss Deby Tno ont procédé à l'ouverture du premier forum sur les énergies renouvelables le 11 juin dernier, organisé dans le cadre de l'Initiative africaine sur les énergies renouvelables (IAER) qui y tenait un conseil d'administration. Des entreprises européennes et africaines, des représentants de l'Union africaine (UA) et de la Commission européenne, des partenaires financiers ainsi que de nombreux ministres africains en

charge de l'énergie étaient présents à Conakry pour cette rencontre de 4 jours. Des défis concernant l'amélioration des cadres réglementaires, le soutien au secteur privé ou encore le renforcement des partenariats publics privés ont été évoqués et 104 projets d'électrification du continent ont été adoptés par le conseil d'administration. Entérinée en 2015 à l'occasion de la COP21 et coordonnée par l'UA, l'IAER se donne pour objectif d'atteindre au moins 10 GW de capacité de production d'énergie à partir de sources d'énergies renouvelables sur le continent d'ici 2020 et de produire au moins 300 GW d'ici 2030.

Tenue de la 4^{ème} édition de la semaine du numérique

[La 4^{ème} édition de la semaine du numérique a été lancée ce 11 juin par le ministère des Postes, des Télécommunications et de l'Economie Numérique en collaboration avec l'agence de promotion des investissements privés \(APIP\) et prendra fin le 14 juin prochain.](#) Le secteur privé mais également la société civile prennent part à cette édition dont le thème est « Notre révolution numérique ». La semaine du numérique est un événement institutionnel dont l'objectif est de promouvoir les technologies de l'information et de la communication (TIC), sensibiliser la population aux opportunités de l'économie numérique et mettre en valeur le savoir-faire guinéen dans ce domaine. La compagnie de téléphonie mobile Cellcom-Guinée était cette année le partenaire institutionnel de l'événement.

MAURITANIE

Aura Energy étend sa zone d'exploration aurifère

La compagnie minière australienne Aura Energy a conclu un accord de coentreprise avec l'entreprise néozélandaise Nomad Mining pour augmenter sa superficie dans la zone de Tasiast. Selon les termes de l'accord, Aura obtiendrait une participation de 70% sur le permis Nomad, situé à 35 km de la mine d'or de Tasiast qui couvre une superficie de 160 km².

Organisation par la banque centrale de Mauritanie de deux ateliers d'échange entre les acteurs financier locaux et la société financière internationale (SFI)

L'objectif de ces ateliers organisés par la Banque centrale de Mauritanie (BCM) est de trouver des solutions innovantes qui pourront contribuer à relever les défis technologies de modernisation des services financiers mauritaniens, avec notamment l'introduction des Fin-Tech et l'accompagnement du secteur bancaire local. Pour mémoire, la SFI et la BCM avaient lancé récemment un projet de modernisation de l'infrastructure financière mauritanienne, ce qui avait permis l'adoption d'une loi à cet égard en juillet 2018 ; cette loi définit le cadre législatif du système de paiement national et crée un environnement favorable au développement des services financiers numériques. Selon la Banque centrale de Mauritanie, le taux de bancarisation stricte s'élevait à 14% et le taux de bancarisation élargie (banque et institution de microfinance) à 29% en 2016. [Selon un rapport de la Banque mondiale datant de 2017](#), seulement 2% des paiements de personne à personne étaient opérés depuis et vers un portemonnaie électronique.

NIGER

Le Niger révisé à la hausse son budget pour l'année 2019

[Le dernier Conseil des ministres du Niger a adopté une loi rectificative de la loi de finances pour l'année budgétaire 2019.](#) Les modifications apportées à la loi de finances initiale portent aussi bien sur les mesures fiscales que sur des ajustements au niveau des recettes et des dépenses du budget général. Les réaménagements intervenus ont permis d'arrêter le budget général de l'État, au titre de ce premier collectif, en équilibre entre les recettes et les dépenses, à un montant de 2 157,3 Mds FCFA (3,3 Mds EUR) contre 2 050,8 Mds FCFA initialement voté (3,1 Mds EUR), soit une augmentation de 5,2%.

Un nouveau plan stratégique 2019-2023 pour les douanes nigériennes

Afin d'améliorer le pilotage des services de l'administration douanière, la Direction générale des douanes du Niger a organisé, le 11 juin, un atelier de validation de son projet de plan stratégique 2019-2023 qui comporte plusieurs axes parmi lesquels : l'amélioration de la collecte des recettes, le

renforcement des partenariats et la promotion des investissements, la coopération, la sécurité et la protection de la société. Le coût total de ce plan s'élève à un montant de 16,6 Mds FCFA (25 M EUR).

L'Union européenne octroie un nouvel appui budgétaire de 86 M EUR

Conformément au programme de coopération convenu entre le gouvernement du Niger et l'Union européenne (UE), un nouveau programme d'appui budgétaire d'un montant de 86 M EUR (56,4 Mds FCFA) a été signé. Ce nouveau don vient s'ajouter à trois autres programmes d'appui budgétaire déjà en cours d'un montant de 513 M EUR (336 Mds FCFA). Avec ce nouveau programme, l'UE sera en mesure de décaisser plus de 100 M EUR par an en 2019 et 2020 au bénéfice du trésor public nigérien. Les objectifs de ce nouveau programme sont : i) restaurer la stabilité macroéconomique et budgétaire pour un développement du secteur privé, la croissance économique et la promotion du climat des investissements ; ii) assurer le maintien des fonctions vitales de l'État, en particulier dans les domaines de la sécurité, de la gouvernance démocratique et financière ; iii) assurer l'accès à des services de santé de qualité en particulier pour les filles, les femmes et les enfants et contribuer à la réduction des inégalités. Ce programme vient appuyer l'Etat du Niger dans la mise en œuvre des réformes de son Plan de développement économique et social (PDES).

L'UE et la BAfD soutiennent le Niger dans sa lutte contre le changement climatique

L'Union européenne (UE) et la Banque africaine de développement (BAfD) ont décidé d'allouer une enveloppe de 7,5 Mds FCFA (11,5 M EUR) au financement du Programme intégré d'adaptation au changement climatique dans le bassin du Niger (PIDACC). Selon la ministre nigérienne du Plan, qui a représenté son pays à la cérémonie de signature aux côtés de la représentante de l'UE au Niger et du représentant de la BAfD, cette subvention permettra d'aider à lutter contre la dégradation des ressources naturelles dues en partie à des décennies de saison sèche et à combattre ainsi les effets du changement climatique. Les fonds alloués serviront principalement à entreprendre des actions de lutte contre l'érosion, à réduire le processus d'ensablement du fleuve Niger et à améliorer la résilience des systèmes de production et des populations.

Le Niger élu membre non permanent du Conseil de sécurité de l'ONU pour 2020-2021

Le Niger a été élu, le 7 juin 2019 à New York, comme membre non permanent du Conseil de sécurité de l'ONU pour la période 2020-2021 au titre de la zone Afrique. A l'issue du vote, le Niger qui était le seul candidat pour la région, endossé par l'Union Africaine (UA), a obtenu 191 voix sur 193 Etats membres. Selon le chef de la diplomatie nigérienne, Kalla Hankouraouo, le Niger défendra tout particulièrement les questions de paix, de sécurité, de migration et de développement qui constituent des défis auxquels sont confrontés les pays africains et particulièrement ceux du Sahel.

SENEGAL

Augmentation des recettes d'exportation de zircon

Selon les données publiées par l'Agence nationale de la statistique et de la démographie (ANSD), au terme du mois de mars 2019, les exportations de zircon ont connu une augmentation de 1,3 Md FCFA soit environ 2,3 M USD par rapport aux recettes de la même période de l'an dernier. Cette augmentation équivaut à une hausse de 53,4% en valeur relative, passant de 2,5 Mds FCFA (4,3 M USD) en mars 2018 à 3,8 Mds FCFA (6,5 M USD) en mars 2019. Cette importante mine de zircon est exploitée depuis 2003 par l'entreprise minière française, la Grande côte opérations (GCO).

Consolidation de l'activité économique en avril 2019

D'après la Direction de la prévision et des études économiques (DPEE), l'activité économique (hors agriculture et sylviculture) au Sénégal s'est consolidée de 1,5%, en rythme mensuel à l'issue du mois d'avril 2019. Toutefois, par rapport au mois de mars 2019 où elle avait enregistré une hausse de 7,1%, l'activité économique du Sénégal est en repli de 5,6 points de pourcentage. La DPEE attribue la progression de la période sous revue à l'administration publique et au secteur primaire qui enregistrent respectivement une embellie de 4,3% et 11,4%. Un léger repli de 0,8% est relevé concernant le secteur secondaire sur la période. En glissement annuel, une croissance de 9,6% de l'activité économique (hors agriculture et sylviculture) est enregistrée, en avril 2019, à la faveur d'une bonne évolution d'ensemble du tertiaire (+8,4%), de l'administration publique (+14,4%), du secondaire (+7,0%) et du primaire (+15,6%).

Standard and Poor's attribue la note souveraine B/B avec perspectives stables au Togo

Le Togo vient d'obtenir sa toute première notation souveraine par l'agence Standard and Poor's Global Ratings. Le pays est noté B/B avec perspectives stables, ce qui revient à évaluer comme spéculatif tout investissement en titre d'Etat togolais. L'agence de notation financière s'explique sur cette note en indiquant que, bien que le Togo se soit résolument engagé sur la voie des réformes économiques et que le pays ait fortement investi dans des infrastructures clefs, son économie reste exposée aux conditions météorologiques et au cours de matières premières en raison de son manque de diversification. Elle reste également impactée par des blocages persistants dans les domaines de l'électricité et des télécommunications qui sont pour l'heure peu favorables aux investisseurs privés en prospection. L'agence indique en outre que la trajectoire de la dette publique reste à surveiller.

Clause de non-responsabilité - Le service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

| Indicateurs Pays | Bénin | BF | CV | RCI | Gambie | Guinée | GB | Mali | Mauritanie | Niger | Sénégal | Togo | UEMOA | ASS |
|---|-------|------|-------|-------|--------|--------|------|------|------------|-------|---------|-------|-------|---------|
| Population (M hab.) 2018 | 11,4 | 19,5 | 0,6 | 25,6 | 2,2 | 13,3 | 1,7 | 18,5 | 4,5 | 19,3 | 16,3 | 8,0 | 120,4 | 992,6 |
| Macroéconomie | | | | | | | | | | | | | | |
| PIB (Mds USD) 2018 | 10,5 | 14,2 | 2,0 | 43 | 1,7 | 11,7 | 1,5 | 17,2 | 5,2 | 9,2 | 24 | 5,4 | 140,3 | 1 642,7 |
| PIB / Hab (USD) 2018 | 915 | 729 | 3 563 | 1 680 | 745 | 883 | 840 | 927 | 1 143 | 477 | 1 474 | 670 | 1 060 | 1 658 |
| Croissance PIB réel (%) 2018 | 6,5 | 6 | 4,7 | 7,4 | 6,6 | 5,8 | 3,8 | 4,9 | 3 | 5,2 | 6,2 | 4,7 | 6,3 | 3 |
| Inflation (%) 2018 | 1 | 2,0 | 1,3 | 0,3 | 6,5 | 9,7 | 1,4 | 1,7 | 3 | 3 | 0,5 | 0,7 | 1,4 | 8,5 |
| Finances Publiques | | | | | | | | | | | | | | |
| Déficit public (%PIB) 2018 | -4,7 | -4,7 | -2,7 | -4 | -6,6 | -2 | -5 | -4,7 | 1,6 | -4,9 | -3,4 | -3,1 | -3,8 | -3,7 |
| Dettes publiques (%PIB) 2018 | 54,6 | 43 | 127,7 | 52,2 | 83,1 | 38,7 | 56,1 | 36,6 | 83,9 | 55,1 | 64,4 | 74,6 | 52,5 | 48,5 |
| Pression fiscale (%PIB) 2017 | 13,4 | 17,8 | 22,5 | 16,5 | 17,2 | 12,8 | 11,4 | 14,8 | 20,0 | 14,9 | 18,7 | 17,4 | 16,2 | - |
| Risque Pays ¹ | B | C | B | B | - | C | - | D | D | C | B | C | - | - |
| Echanges | | | | | | | | | | | | | | |
| Balance commerciale 2018 (%PIB) | -11,3 | -2,6 | -39,0 | 6,2 | -35,5 | -5,0 | 0,8 | -4,3 | -9,4 | -12,0 | -12,8 | -19,6 | - | - |
| Exportations françaises vers ² (MUSD) | 207 | 283 | 30 | 1 334 | 9 | 194 | 5 | 374 | 205 | 170 | 856 | 344 | 3 573 | 11 015 |
| Importations françaises depuis (MUSD) ² | 4 | 26 | 0,4 | 950 | 0,2 | 101 | 3,0 | 11 | 43 | 270 | 99 | 18 | 1380 | 8 069 |
| Balance courante (%PIB) 2018 | -8,9 | -7,5 | -7 | -3,4 | -11,5 | -16,1 | -1,6 | -7,3 | -18 | -16,3 | -7,2 | -7,9 | -6,8 | -2,6 |
| Réserves de change (mois d'import) 2018 | - | - | 5 | - | 4 | 3 | - | - | 5 | - | - | - | 5 | 5 |
| Aspects qualitatifs | | | | | | | | | | | | | | |
| IDH (2018) ³ | 163 | 183 | 125 | 170 | 174 | 175 | 177 | 182 | 159 | 189 | 164 | 165 | - | - |
| Doing Business (2019) ⁴ | 153 | 151 | 131 | 122 | 149 | 152 | 175 | 145 | 148 | 143 | 141 | 137 | - | - |
| Environnement des affaires ⁵ | C | C | C | B | - | D | - | D | D | C | B | C | - | - |

Données : FMI / WEO / article IV ou revues programme sauf indications contraires

¹ Agence de notation COFACE - Estimation du risque de crédit moyen des entreprises d'un pays - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque

² Trade Map-2017

³ PNUD - Classement sur 188 pays

⁴ Banque mondiale - Classement sur 190 pays

⁵ Agence de notation COFACE - La notation comprend : i) Fiabilité et la disponibilité des comptes des entreprises ; ii) Équité et efficacité du système juridique envers les créanciers ; iii) Qualité des institutions - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque